

Célébrations pour la Journée du drapeau franco-ontarien



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 octobre 2008 à 12:54

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Diverses activités se sont tenues dans la capitale nationale, à l'occasion du 33^e anniversaire du drapeau franco-ontarien. Un spectacle de magie, la levée du drapeau et un barbecue ont eu lieu à la Caisse populaire Trillium. Des élèves de écoles élémentaires catholiques La Vérendrye, des Pins et Saint-Guillaume étaient présents. L'activité était subventionnée par l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) Du côté du Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO), les élèves des écoles environnantes ont pu apprécier un spectacle de la troupe Improtéine et de Stef Paquette ainsi qu'assister à la levée du drapeau. L'hôtel de Ville était également le théâtre de nombreuses activités animées par la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO). La ligue du bonheur était également en spectacle.



Gilles Parent à Sainte-Geneviève



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 2 octobre 2008 à 12:53

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les élèves de la Maternelle à la 6e année ainsi que l'équipe-école de l'École élémentaire catholique Sainte-Geneviève accueillait récemment l'auteur-compositeur-interpète Gilles Parents. Parent a su animer la foule. Le spectacle d'une heure en milieu scolaire a pour but d'outiller les élèves au sujet de l'intimidation et du taxage. Sur la photo, nous retrouvons Gilles Parents et une élève, Natasha Nemer.



Disparition de Maisy Odjick et de Shannon Alexander

90 personnes participent à une battue

BRYAN MICHAUD

bmichaud@ledroit.com

Environ 90 bénévoles ont participé, hier, à une battue, dans la réserve amérindienne de Kitigan Zibi, afin de trouver des indices concernant la disparition de deux adolescentes de la région.

Maisy Odjick, 17 ans de Kitigan Zibi, et Shannon Alexander, 17 ans de Maniwaki, ont été vues pour la dernière fois le 6 septembre dernier à la résidence des parents de Shannon Alexander. Au départ, les policiers croyaient à la thèse de la fugue.

«La police n'a pas vraiment d'indices comme quoi elles auraient été assassinées, rapporte le coordonnateur des mesures d'urgence de Kitigan Zibi, Marcel Brascoupe. Plusieurs personnes m'avaient approché pour lancer des recherches, car rien n'avait été

fait en ce sens.»

Deux objectifs étaient visés lors de la battue. Les organisateurs voulaient, en premier lieu, éliminer la thèse du meurtre. Finalement, les bénévoles tentaient de trouver des indices qui pourraient faire avancer l'enquête. Au moment d'écrire ces lignes, aucun indice n'avait été trouvé.

«Nous avons effectué des recherches sur tout notre territoire, ajoute M. Brascoupe. Nous avons surtout concentré nos efforts sur les chemins secondaires, les routes utilisées par les quatre roues et les endroits où les jeunes se rencontrent.»

Les policiers croient que les deux adolescentes pourraient se retrouver à Gatineau ou à Ottawa, selon certaines informations reçues. Les citoyens ayant des informations à divulguer aux policiers sont priés de contacter la police de Kitigan Zibi au 819-449-6000.



Maisy Odjick, 17 ans de Kitigan Zibi (à gauche), et Shannon Alexander, 17 ans de Maniwaki (à droite), ont été vues pour la dernière fois le 6 septembre dernier.

À la CSCV

Perte de 900 élèves en cinq ans

LOUIS-DENIS EBACHER

ldebacher@ledroit.com

La Commission scolaire au Coeur-des-Vallées examinera minutieusement les raisons de la décroissance de sa population étudiante et les façons d'affronter cette tendance à long terme.

La CSCV a perdu quelque 900 élèves depuis les cinq dernières années, les secteurs ruraux peinant à garder ses jeunes familles au profit des quartiers urbains. «Nous avons perdu 105 élèves par rapport à l'an dernier», précise le président de la CSCV Alexandre Iracà. Ce chiffre comprend les personnes inscrites aux études professionnelles.

La Commission scolaire au Coeur-des-Vallées couvre un grand territoire, du secteur Gatineau à Papineauville, comptant un total de 7000 élèves. La perte de 900 jeunes en cinq ans se traduit non seulement en pertes financières (l'État fournit environ 5 000 \$ par élève aux commissions scolaires), mais aussi en fermeture, en fusion d'établissements ou en réorganisation du travail de tout le personnel, qui se retrouve par-

fois avec des élèves de 1^{ère}, 2^e et 3^e année dans une même classe.

«Nous avons décidé d'analyser en profondeur combien coûte chaque élève de chaque école de la CSCV», indique son président à l'issue d'une réunion avec ses commissaires en septembre dernier.

La commission scolaire veut s'appuyer sur les résultats de cette étude pour ensuite prendre ses décisions.

Ce plan vise aussi à valoriser le personnel enseignant et non-enseignant «pour leur éviter de se blaser de leur emploi et de leur permettre de conserver leur vocation».

Pour le Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais, cette tendance devrait plutôt se stabiliser au cours des prochaines années. «Ce que nous constatons, c'est que cette baisse de la population étudiante va durer encore deux ou trois ans, mentionne son président Gaston Audet. Les jeunes font maintenant un peu plus d'enfants. Il est quand même vrai que la CSCV doit faire face à la réalité rurale. Les jeunes vont dans les villes. Le recrutement des enseignants y est plus difficile qu'en ville.»

FONCTION FÉDÉRALE

Les francophones hors-Québec sont déçus

PAUL GABOURY

pgaboury@ledroit.com

Non seulement la question des communautés francophones hors-Québec aurait dû être abordée lors du débat en français des chefs, mais les engagements des partis politiques sont nettement insatisfaisants, selon les dirigeants de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada.

Au lendemain du débat des chefs tenu la veille à Ottawa, la présidente de l'organisme de défense des droits des francophones hors-Québec, Lise Routhier-Boudreau, s'est dite extrêmement déçue de constater que les questions touchant la dualité linguistique et les langues officielles avaient été exclues du débat.

«Nous avons eu l'impression que les chefs ne parlaient que du Québec, à l'exception de Stéphane Dion qui a abordé brièvement la question en parlant des arts et de la culture. Nous aurions voulu entendre les chefs sur place nous dire à quelle façon ils vont aider les francophones à travers le pays», a fait savoir la présidente Routhier-Boudreau.

Réponses décevantes

Mais sa déception ne se limitait pas à la performance des chefs. Il y a deux semaines, l'organisme a transmis un questionnaire aux cinq partis. Si le Parti vert n'a pas fourni de réponses, celles des autres partis sont loin d'être à la hauteur des attentes.

La FCFA n'a quand même pas l'intention de lancer un mot d'ordre pour voter le soir du 14 octobre. Elle préfère laisser les francophones déterminer eux-mêmes quels candidats peuvent le mieux défendre leurs intérêts dans chacune des circonscriptions. En 2004, la FCFA avait déjà recommandé de ne pas voter pour le Parti conservateur parce qu'il n'avait pas répondu au questionnaire.

«De façon générale, la FCFA constate qu'il y a peu de nouveaux engagements et que plusieurs réponses manquent de précision», a indiqué la présidente de la FCFA.

Même si le Parti conservateur a été le seul à avoir présenté un plan détaillé et chiffré avec sa

feuille de route pour la dualité linguistique comprenant un financement de 1 milliard \$ pour des services axés sur le service direct au citoyen, «le parti n'a pas encore apporté de nouveaux détails sur ce qu'il fera pour appuyer la vie communautaire en français», note M^{me} Routhier-Boudreau.

Quant au Parti libéral, il présente une vision sensiblement plus en phase avec la façon dont les communautés se perçoivent, et il s'engage à mettre en place une stratégie et de collaborer avec les communautés. Toutefois, les réponses du Parti libéral manquent considérablement de concret, déplore M^{me} Routhier-Boudreau. «Nous attendions que le chef libéral confirme l'engagement qu'il avait pris en 2007 d'investir 1,5 milliard \$ dans un nouveau plan d'action pour les langues officielles», a-t-elle tenu à préciser.

La FCFA salue par ailleurs la position du Bloc québécois qui s'est montré favorable à un projet de loi qui imposerait le bilinguisme pour les juges à la magistrature fédérale, ce que ne s'engagent pas à faire le PCC et le PLC.

Quant au Nouveau Parti démocratique, qui a présenté un projet de loi pour imposer le bilinguisme comme critère pour la nomination des juges à la Cour suprême, il ne s'est toujours pas doté d'une plate-forme précise en matière de francophonie et de langues officielles.

La FCFA soutient aussi que le Parti vert devrait prendre plus au sérieux les besoins des francophones hors-Québec s'il aspire à être reconnu comme un parti national.

PRÉCISION

L'Alliance de la fonction publique (AFPC) du Canada a réfuté l'information publiée en page 4 de notre édition d'hier voulant que les comités d'action publique mis sur pied dans sept régions du pays disposent d'un budget totalisant 1 million \$. Le syndicat n'a pas été en mesure de divulguer le montant précis alloué aux activités des comités d'action politique, mais il souligne qu'il s'agit de budgets plutôt modestes. Toutes nos excuses.

Friday » October
3 » 2008

Teachers to lose inflation guarantee on pensions

Deficit-ridden Ontario Teachers' Federation to remove full indexation by 2010

Karen Mazurkewich

Canwest News Service

Friday, October 03, 2008

TORONTO - Ontario teachers can no longer expect full inflation protection on their pensions by 2010.

Faced with a huge deficit, the Ontario Teachers' Federation (OTF) and the government of Ontario have decided to change the way their pension fund is indexed.

Currently, Ontario teachers' pensions are fully protected against any cost-of-living changes. Now the partners of the Ontario Teachers' Pension Plan (OTPP) -- the union and the government -- have decided to alter the indexing formula in an effort to eliminate their \$12.7-billion deficit.

Instead of giving retirees automatic cost-of-living increases, future increases for pension credit earned after 2009 could drop to 50 per cent, depending on the status of OTPP's assets.

The partners decided to modify the fully indexed pensions after it became clear that increasing contributions could not keep the pension fund out of the red. Despite raising contributions in 2007, 2008 and 2009, the new \$6.1-billion infusion was simply used to wipe out OTPP's 2005 shortfall. The hike did not make a dent in the current deficit, which is estimated at \$12.7 billion.

"The current state of the market had nothing to do with this," said Jim Leech, president and chief executive of OTPP.

The liabilities are due to the maturation of the plan. The main driver is a drop in interest rates, which has reduced bond yields. In the early 1990s, real-return government bonds, the backbone of the plans, generated a fixed 4.5-per-cent return plus inflation. These rates of return are down to 1.6 per cent -- closer to historic averages -- which means the plan needs more money today to pay out in the future.

Every decrease of one percentage point in interest rates increases the cost of a pension plan by 20 per cent.

Adding to OTPP's woes is the fact that there are only 1.6 working teachers for every retiree, and higher life expectancies. Earlier actuarial models had predicted liabilities were distorted and the liabilities had to be recalibrated.

"As a result, (our partners) came to the conclusion that the prudent thing to do was to take some of the risk out of the plan by introducing conditional inflation protection," Mr. Leech said.

OTPP is not the only pension fund facing tough choices.

Defined-benefit pension plans with fully indexed funds are becoming an endangered species. At one time, more than 70 per cent of all companies supported such plans, but increasingly, private companies have moved toward defined-contribution plans that do not offer guaranteed benefits.

"We are calling this the shifting burden," said Randy Ambrosie, president of AGF Funds Inc. "Individual Canadians are now left with the responsibility of managing their retirements ... and that has created an uncertainty."

In addition to OTPP, more public pension funds have embraced conditional indexing, including the British Columbia Teachers' Federation, the Nova Scotia Teachers' Union, Hospitals of Ontario Pension Plan and the Colleges of Applied Arts and Technology Pension Plan.

Mr. Leech said the introduction of conditional inflation protection could mean changes to how the fund is managed.

"Right now, the equity component of our asset mix is probably down to 42 per cent to 43 per cent today, which is one of the most conservative asset mixes of funds today," he said. "Now that they've taken some of the risk out, it allows us to have a less conservative asset mix."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.